

LES RUSSES SE SENTENT-ILS LIBRES DE NE PAS CHOISIR ? DE ELTSINE A POUTINE (1991-2004)*

IOURI LEVADA

La démocratie n'est pas un état mais un *processus* de consolidation et de défense de certains principes et institutions nécessitant une lutte permanente. Nous – le pays, la société russes – nous ne sommes pas entrés dans le royaume de la démocratie proclamée, mais nous nous sommes engagés d'un pas plutôt hésitant dans la *voie* longue et difficile de la mise au point d'un ordre démocratique, de la *recherche* des moyens de lui faire prendre racine. Quoi qu'il en soit, c'est un tournant significatif qui marque la fin des années 80. Et c'est ce processus est menacé par la remise en ordre actuelle.

Les possibilités réelles d'une « modernisation autoritaire » ont toujours été limitées. L'expérience russe des XVIII-XXe siècles a montré que toute initiative venant du pouvoir servait pour l'essentiel à donner un vernis moderne aux institutions archaïques et à mettre en place des éléments techniques de la modernisation – complexe-militaro-industriel, infrastructure – sans les renforcer par des institutions, sans garantir les droits ni installer



l'individu en tant que sujet du processus de la modernisation. Et à chaque fois c'est une bureaucratie corrompue qui a été l'instigatrice du changement. Ainsi la modernisation « soviétique » – archaïque et traditionnelle, a été la moins efficace et la plus coûteuse qui soit en ressources humaines et morales.

Aujourd'hui, le slogan d'une modernisation autoritaire reflète une tentative de remettre sous le contrôle central les grandes entreprises, les provinces et les citoyens qui viennent tout juste de se libérer de sa tutelle. A tous les tournants difficiles de l'histoire de la Russie, les modèles de changement autoritaires, ou plutôt totalitaires, archaïques, imposés de force, passent au premier plan. Et ce n'est pas parce qu'ils sont efficaces ni même par ce qu'ils sont soutenus par de puissantes forces bien organisées mais parce qu'ils sont plus simples et plus accessibles à la population comme aux élites. Se laisser descendre exige moins d'efforts que grimper vers le haut, vers des modèles plus complexes d'organisation sociale. La variante archaïque de la modernisation semble toujours à portée de la main, elle prend facilement le dessus sur les autres variantes plus complexes, plus ardues et de plus long terme.

Jusqu'à présent, la moitié de la population de Russie (49%) estime que la voie du développement choisie après 1985 lui a été « imposée artificiellement » contre seulement 37% qui trouvent ce processus « naturel et inévitable » (1600 personnes interrogées en janvier 2004). Comme toujours les lignes de démarcations sont l'âge de 40 ans et le diplôme universitaire. 41% sont prêts à approuver le retour à l'époque brejnévienne mais ils ne sont pas plus de 5% à estimer que ce soit possible (1600 personnes interrogées en mars 2004).

QUATRE SCENARIOS D'ELECTION PRESIDENTIELLE

Quatre élections présidentielles ont eu lieu en Russie – 1991, 1996, 2000 et 2004. Chaque scrutin est unique en son genre si on prend en considération non seulement le nombre des abstentionnistes mais aussi le type de choix ou de non-choix auquel les électeurs sont confrontés.

Les *premières* élections qui ont porté Boris Eltsine à la présidence de la Fédération de Russie au sein de l'Union soviétique ont eu un caractère essentiellement symbolique et démonstratif. Il ne s'agissait pas de modifier la donne, mais de choisir entre le maintien ou le refus des mécanismes institutionnels du système soviétique à parti unique qui fonctionnaient encore. En ce sens, l'élection présidentielle de 1991 a poursuivi la tradition des campagnes protoparlementaires des années 1989-1990 (comme celle des élections du Congrès des

députés de l'URSS puis de la Russie). Un sondage de juillet 1991 témoigne de l'atmosphère émotionnelle de ces journées. Sur les 82% qui soutenaient Boris Eltsine, 56% lui accordaient une pleine confiance (Mikhaïl Gorbatchev, encore président pour quelques mois, n'avait plus la confiance que de 15% des habitants de la Fédération de Russie). Il n'y avait pas d'autre alternative que de choisir entre les traditions du passé soviétique désapprouvées partout et à grand bruit mais toujours vivaces et l'image extrêmement floue d'un avenir « démocratique ». Cette seconde perspective avait été accueillie avec sympathie aussi bien par la nomenklatura libérale favorable à la perestroïka que par les démocrates radicaux, les patriotes et la national-démocratie. A ce moment-là l'enjeu électoral ne paraissait pas très important car le régime soviétique était toujours en place et, peut-être pour cette raison, l'élection fut très libre. La menace d'une revanche militaro-politique se profilait déjà mais semblait encore lointaine, tout comme la perspective que le président de la Russie obtiendrait réellement les pleins pouvoirs.

Les élections des années 1989-1990 sont sans précédent dans l'histoire car elles ont marqué l'effondrement du régime de parti unique (69% des sondés avaient reconnu que le parti communiste s'était discrédité) alors même qu'il avait conservé toutes ses institutions officielles. Il est vrai que vers le milieu des années 1991, la censure et le fameux article 6 de la Constitution de l'URSS (sur le parti unique) avaient été supprimés, ce qui légalisait la transparence et le pluralisme politique. Mais le vide du pouvoir s'aggravait.

Tout autre est le tableau d'ensemble de la deuxième élection présidentielle, celle de 1996. Formellement l'électeur avait le choix entre le pouvoir eltsinien instable qui s'était largement compromis mais qui s'associait aux réformes radicales, à l'anticommunisme et à la revanche «rouge ». Le pouvoir n'était plus largement soutenu ni par la population pour n'avoir pas su défendre ses intérêts au cours des réformes ni par l'intelligentsia démocratique qui s'était montrée hostile à ses aspirations de « grande puissance », à la guerre en Tchétchénie et aux démêlés sanglants avec le Soviet suprême en 1993. Au moment du scrutin de juin 1996, 41% de la population accordaient encore leur confiance à Boris Eltsine mais seuls 9% leur « pleine confiance ». Les sondages de février-mars ont révélé une possibilité infime mais tout de même réelle pour le président sortant, de poursuivre son mandat. Comme cela s'est avéré plus tard, Boris Eltsine s'apprêtait à faire échouer les élections par une provocation politique risquée. Il existait alors encore une possibilité *réelle* de choisir entre diverses variantes pour maintenir le régime existant.

Les électeurs dans leur majorité se sont laissés guider par le principe du « moindre mal », qui consiste à ne rien changer, donnant au président un certain avantage dès le

premier tour contre le candidat des communistes, Ziouganov, dans le contexte d'une confrontation artificiellement exacerbée. Au second tour, toutes les ressources administratives ainsi que la publicité électorale ont été mises en oeuvre. C'est ainsi que les sympathies des électeurs tatars ont viré brusquement, que l'électorat d'Alexandre Lebed a été « intercepté » en faveur d'Eltsine. L'argument décisif pour les deux tiers de ceux qui avaient voté pour Boris Eltsine était qu'il n'y avait pas eu d'autre choix (1600 personnes interrogées en juin 1996). L'ultime tentative entreprise entre les deux tours des élections de modifier radicalement l'entourage d'Eltsine en faveur des réformateurs tels que Anatoli Tchoubais s'est révélée très vite infructueuse. Jusqu'à la fin de son mandat, le premier président de Russie a balancé sans trop de succès entre les *siloviki* et les démocrates, les étatistes et les réformateurs. Le pouvoir a ainsi perdu tout sens politique pour prendre un caractère administratif, « distributif » bien marqué. La transformation de la chancellerie présidentielle (administration) en institution principale du pouvoir est devenue un des signes principaux de ce changement. Boris Eltsine a gardé son mandat en renonçant au rôle de démocrate radical qu'il avait dû assumer à la fin des années 80 et au début des années 90, plutôt par souci de sa carrière que par conviction.

La *troisième* élection présidentielle, en l'an 2000, s'est déroulée en fait dans un changement complet du décor politique et du sens même du suffrage universel. Le choix portait plus sur le style d'administration que sur le cours de la politique, les slogans et les sympathies. Il ne s'agissait pas de choisir un successeur mais plutôt un fossoyeur du mode d'administration du prédécesseur. Poutine a été élu presque sans lutte parce que son adversaire (le mode de gouvernement précédent) avait perdu toute influence avant même le début de la campagne électorale. Les intérêts de tous les groupes de bureaucrates au pouvoir et l'espoir des masses se sont focalisés sur un fonctionnaire ponctuel façon militaire sans visage politique apparent. L'absence supposée de programme a longtemps permis à l'équipe de Vladimir Poutine de manœuvrer tour à tour avec la droite et la gauche ou contre les uns et les autres en se montrant, du moins en apparence, favorable à des programmes opposés. L'intrigue principale de cette campagne a consisté à écraser puis engloutir le parti créé à la va-vite par le groupe rival Youri Loujkov-Evgueni Primakov, éliminant par la même toute alternative sérieuse à l'élection présidentielle. Ainsi c'était la première fois depuis la fin de l'époque soviétique que se réalisait un modèle d'élections sans alternative. Les tentatives de s'y opposer n'ont pas abouti.

Aujourd'hui il est évident que le premier mandat présidentiel de Vladimir Poutine s'est soldé entre autres par une *dépolitisation de l'espace politique* du pays. Un appareil qui est

conforme à un mode administratif de gestion ne fait que répartir les ressources matérielles et du pouvoir et ne défend aucun programme. Il est susceptible de saper les fondements du pluralisme politique en s'appropriant les programmes de la droite et de la gauche, des occidentalistes et des patriotes et en s'attribuant les acquis réels ou fictifs de leur réalisation que ce soit l'augmentation des retraites ou le développement des relations avec l'Occident.

Fait qui attire l'attention : 70% des personnes interrogées en l'an 2000 sur les qualités que doit posséder un président ont noté au premier plan l'intelligence et seulement 8% la présence de « convictions idéologiques ». En 2004, on observe peu de changements, respectivement 69% et 11%. Les qualités intellectuelles considérées en dehors de toute idéologie se rapportent à cette particularité de l'intelligence que les philosophes grecs appelaient le tekhnê, autrement dit l'habileté.

La *quatrième* élection présidentielle, autrement dit la réélection de Poutine, en 2004, a révélé de nombreux ressorts et mécanismes cachés de ce mode d'administration. En se présentant aux élections, le pouvoir avait plus démontré les succès du mécanisme même de la gestion administrative que les importants acquis matériels dans toutes les sphères de la vie sociale. Comme les élites au pouvoir s'étaient consolidées pour assurer à Poutine son second mandat, la seule chose que l'on pouvait craindre était que les électeurs ne se rendent pas aux urnes. Aussi toutes les ressources susceptibles d'influencer l'électorat ont-elles été mobilisées pour contrecarrer cette menace. La défaite de « la gauche » (les communistes) aux élections à la Douma en décembre 2003, inattendue par son ampleur, ainsi que l'échec de « la droite » (les démocrates) sont le résultat de la dépolitisation et de la « technisation » survenues dans l'espace politique russe au cours de ces dernières années. Les problèmes politiques à proprement parler ont été repoussés au second plan, réduits à toutes sortes d'intrigues et d'opérations secrètes dont le sens échappait tant aux politiques qu'aux électeurs.

Comme on pouvait s'y attendre, l'enjeu principal de la présidentielle de mars 2004 a été *d'assurer la continuité du pouvoir* en prévision du cycle électoral suivant (2008 ou même au-delà). On sait qu'aucun des régimes qui a existé en Russie depuis cent ans n'a pu arriver à ses fins. Chaque changement de la « Garde » au sommet du pouvoir est apparu comme la négation de l'activité et des hommes politiques de la période précédente. La démission du gouvernement, en février 2004, juste avant l'élection, a montré cette fois que le pouvoir était sérieusement préoccupé par la mise au point d'un mécanisme assurant sa continuité sans risque de confrontation. Il y a tout lieu de croire que dans un avenir très proche on assistera au choix d'un « successeur » ad hoc, et à la création d'un mécanisme qui le soutiendra

(partis et autres institutions du pouvoir), ainsi qu'à l'élimination de l'opposition... Que le problème de la continuité du pouvoir se pose bien avant le cycle électoral suivant révèle le peu de confiance en la fiabilité du mécanisme administratif et des institutions de contrôle.

Les années 2003-2004 ont confirmé l'évolution du modèle des élections sans alternative. L'opposition de droite et de gauche n'a cherché qu'à maintenir sa présence sur la scène politique officielle. Il n'y a pas eu de changement dans la répartition des forces au pouvoir. Le bon fonctionnement des mécanismes du pouvoir testés au cours de ces quatre dernières années, s'est tout simplement confirmé. Aucune apparence de pluralisme, aucun appel aux traditions démocratiques n'ont été nécessaires. S'il y a eu un semblant de concurrence aux élections à la Douma et à la présidentielle, c'était uniquement pour suivre la loi à la lettre et peut-être même pour rendre les électeurs un peu plus actifs. On peut y voir aussi une des manifestations de ce même processus de dépolitisation du pouvoir, du passage des méthodes politiques de gestion aux méthodes administratives et technologiques.

Les élections ont montré que ce passage aujourd'hui ne se heurte en fait à aucune résistance extérieure ni des forces politiques ni de l'opinion ni des médias influents. Il s'est formé un mécanisme assurant une continuité sans alternative des institutions et des représentants du pouvoir. Enfin, ce cycle électoral a montré, plus nettement que les élections de 1999-2000, les possibilités que recèlent les moyens technologiques de manipulation des électeurs et des élus.

PARAMETRES SOCIAUX DES ELECTIONS

Les résultats quantitatifs des élections passées exigent une étude sérieuse et minutieuse. Nous ne nous limiterons qu'à quelques indices

Tableau 1. Les présidentielles de 1991-2004

Groupes d'âge	1991	1996	2000	2004
	Vainqueur			
	Elt sine	Elt sine	Poutine	Poutine
18-19	41	47	32	61
20-24	58	47	29	50
25-29	59	51	28	58
30-39	67	43	37	52
40-49	68	37	39	54
50-54	68	42	40	53
55-59	64	42	38	62
60 et plus	59	34	37	55
Age moyen	..	42	46	46

D'après l'échelle des âges utilisée lors du sondage de 1991.

Lors de sa réélection, Poutine a bénéficié d'un large soutien des jeunes de moins de 30 ans. Mais comme, par ailleurs, le soutien du favori parmi les groupes les plus âgés a été plus important, l'âge moyen de ceux qui ont élu le président n'a pas changé.

A chaque nouveau cycle électoral le nombre des abstentions à la présidentielle grandit.

Tableau 2. Nombre des abstentions à la présidentielle

Groupes d'âge	1991	1996	2000	2004
18-19	42	52	49	52
20-24	27	41	57	55
25-29	22	42	33	43
30-39	13	35	37	40
40-49	8	27	26	34
50-54	7	21	21	28
55-59	5	19	30	31
60 et plus	14	19	19	22
Total	16	29	31	35

La part des abstentions parmi les personnes âgées de plus de 40-50 ans grandit visiblement. Chez les jeunes elle accuse aussi une certaine hausse. Si on prend en considération que les présidents doivent de plus en plus leur victoire aux femmes (elles étaient 60% à voter pour Poutine en 2004 contre 40% d'hommes), on peut supposer que les facteurs émotionnels du choix, dont celui des habitudes, jouent un rôle de plus en plus important.

Après l'élection de l'an 2000, 35% de ceux qui ont voté pour le candidat favori ont indiqué avoir été influencés dans leur décision par son activité récente, et 50% se sont référés au fait que le pays « n'avait pas d'autre choix ». Mais en 2004 alors que les électeurs étaient beaucoup mieux informés sur son activité qu'il y a quatre ans, on indiquait moins souvent la première cause (21%) et plus souvent la seconde (53%). *L'absence d'alternative* en tant que justification la plus simple et la plus universelle de vote légitimiste apparaît au premier plan.

Cependant, au nombre des motifs des abstentions les raisons politiques sont les plus souvent invoquées. Ils étaient 43% des abstentionnistes à les mentionner en 1996 contre 59% en l'an 2000 et 62% en 2004. Ces abstentions (et non le vote nul) deviennent le moyen le plus répandu d'exprimer son mécontentement politique en période de campagne électorale.

LES ATTENTES DES ELECTEURS

On ne peut évaluer l'indice qualitatif des processus sociaux que si l'on tient compte des attentes des individus qui s'accompagnent toujours de doutes et de déceptions. Ne se révoltent que ceux dont les espoirs ont été trompés, disait Tocqueville. Ce que confirment en particulier les péripéties de la montée et de la chute de Gorbatchev et d'Eltsine. Les convulsions politiques ont été épargnées au pays uniquement parce que la majorité de la population se contente d'un espoir ténu.

Tableau 3. Succès et échecs de Poutine au cours de son premier mandat de quatre ans

	Succès	Échecs	Bilan
	1	2	(1 – 2)
Montée de l'optimisme, de l'espoir d'un redressement rapide de l'économie	13	6	+7
Élévation du niveau de vie des citoyens, hausse des salaires et des retraites	24	21	+3
Amélioration des relations entre la Russie et l'Occident	5	3	+2
Renforcement des positions de la Russie dans le monde.	4	2	+2
Coopération avec les autres pays de la CEE	3	2	+1
Défense de la démocratie et des libertés politiques des citoyens	1	3	-2
Création de conditions économiques et politiques favorisant le développement de l'entreprise privée	2	4	-2
Élévation de l'aptitude au combat et réforme des forces armées	2	5	-3
Rétablissement de l'ordre, maintien d'une situation politique stable	5	11	-6

Amélioration des relations inter-ethniques en Russie	1	8	-7
Développement économique	10	18	-8
Renforcement des valeurs morales	0	13	-13
Lutte contre les oligarques, réduction de leur influence	5	19	-14
Suppression de la menace du terrorisme dans le pays	1	25	-24
Lutte contre la corruption et les pots-de-vin	2	29	-27
Solution du problème tchétchène	1	34	- 33
Lutte contre la criminalité	1	36	-35
Autres	1	2	-1
Ne constate aucun succès, aucun échec	15	2	-13
Ne se prononce pas	6	9	-

5-9 mars 2004, 1600 personnes interrogées.

Le bilan soulève des questions. Ces témoignages ont été recueillis avant la présidentielle, autrement dit, avant l'euphorie qui s'installe après l'annonce de la victoire. Dans l'ensemble, la veille de la présidentielle, 49% des personnes interrogées estiment que les espoirs qu'ils avaient mis en Poutine n'ont pas été déçus : pour 9% ils se étaient pleinement justifiés et pour 40% plutôt oui que non. 32% estiment que ces espoirs n'ont pas été réalisés parmi lesquels 9% sont catégoriques. 14% pensent que ces espoirs « n'avaient pas existé et n'existent pas ». Ainsi le score est 49/46.

Pour le mandat présidentiel suivant, 39% fondent plus d'espoirs qu'ils n'en avaient au cours des quatre premières années, 28% autant, 12% moins et 18% n'en nourrissent aucun. Comme il fallait s'y attendre, ceux qui estiment que leurs espoirs ont été justifiés font le plus confiance en Poutine.

Poutine reste donc le « président de l'espoir ». 30% de ceux qui ont voté pour lui (14% des sondés), estiment que le président « a bien gouverné le pays pendant ces quatre dernière années », 39% (18% des sondés) espèrent qu'au cours du mandat suivant il pourra venir à bout des problèmes auxquels est confronté le pays et 29% (13% des sondés) que l'on ne peut compter sur personne d'autre.

Aussi est-il important de voir ce que représentent ces *espoirs* après les élections.

Tableau 4. Objectifs à atteindre par le président élu* et ses chances de succès

	Mars 2000	Mars 2004
Hausse des revenus de la population	**	40/9
Vie sans cataclysmes	**	31/33
Accroissement de la production	33/15	27/12
Renforcement de l'ordre et de la légitimité	25/12	28/12
Solution du problème tchéchène	36/25	21/9
Lutte contre la corruption	33/14	21/8
Réduction de l'influence des « oligarques »	6/2	20/10

En % du total des personnes interrogées

* Ne sont indiquées que les questions auxquelles ont répondu en 2004 au moins 20% des sondés.

** La question n'a pas été posée.

Le sondage a porté sur un échantillon de 1600 personnes.

Ainsi même lors de la campagne électorale, la population s'est montrée peu confiante dans la capacité du président à régler les problèmes clés du pays. En 2000 tout comme en 2004, ils n'étaient pas plus de la moitié à croire que les objectifs seraient atteints.

Ni l'évaluation du succès du président au cours des années précédentes, ni les nouveaux espoirs fondés sur lui ne sauraient expliquer le phénomène essentiel des élections : l'absence d'alternative.

DES ELECTIONS SANS CHOIX

La politique implique toujours une concurrence, une lutte, l'expression et la défense des intérêts de diverses forces sociales. Par contre sous un régime administrative, les ordres reçus sont simplement exécutés. S'il y a lutte et concurrence entre les exécutants, elle est le plus souvent cachée et ne vise qu'à répartir avantageusement les ressources. Certes, dans la vie sociale, diverses formes d'organisation et de gestion entrent en interaction. Dans notre cas, il s'agit d'hypertrophie d'une de ces formes qui peut être efficace dans certains cadres

institutionnels et inefficaces dans d'autres. L'élimination des rivaux réduit la lutte politique aux intrigues menées en coulisses à tous les échelons du pouvoir y compris au sommet, selon les vieilles traditions de notre pays.

Le développement d'un système administratif depuis 1999 implique la levée des barrières entre les sphères des intérêts et des responsabilités – et ce à tous les niveaux – horizontal (fédéralisme), vertical (hiérarchie du pouvoir) et fonctionnel (branches du pouvoir). L'analogie avec le régime soviétique est évidente mais tout de même ce n'est qu'une analogie et non une reconstitution. L'indépendance acquise par les agents économiques est un obstacle presque infranchissable sur la voie d'une centralisation totale. On ne peut plus compter sur le mécanisme universel de l'État-parti soviétique ni sur l'habitude et la crainte de vivre en régime de totale dépendance.

Sous un tel régime, il n'y a pas de place pour l'alternance. La position exclusive du n°1 ne dépend pas de ses talents ou succès ni de ses réalisations mais en premier lieu de son statut dans le système du pouvoir. La grande majorité de la population met ses espoirs dans la fonction présidentielle indépendamment de la communication officielle, ce qui explique la bonne cote de confiance du président.

C'est à cette transformation du champ socio-politique que l'on doit la révision du pluralisme politique qui s'est à peine esquissé après l'effondrement du système soviétique. Pendant les années d'instabilité politique et sociale, sous Gorbatchev et Eltsine, le pluralisme à l'état embryonnaire, l'opposition, une certaine prise d'autonomie des médias et de l'opinion publique étaient indispensables pour donner à l'étranger une image démocratique tout en gardant une marge de manœuvre à l'intérieur. Mais ils deviennent inutiles dans le cas d'une « démocratie dirigée ». Il n'y qu'à voir la situation actuelle, le sort qui a été réservé à l'opposition de gauche et de droite après 1999, surtout après les élections de 2003 et 2004.

On peut supposer que la droite et la gauche, les deux flancs du spectre politique russe ont perdu la majorité des suffrages parce que l'État s'est approprié une grande partie de leurs programmes (slogans tels que l'élévation du niveau de vie, poursuite des réformes, rapprochement avec l'Occident, etc.) et a ainsi conquis l'électorat qui leur était favorable. Les mouvements de protestation, mal organisés, ont perdu en audience. Et ce n'est pas parce que l'opposition potentielle disposait de moins de ressources matérielles et organisationnelles que la machine d'État. Qu'elle soit de droite ou de gauche, elle n'a pas su se donner les moyens de s'opposer à cette Machine. On a l'impression que les forces de l'opposition ont cherché à lutter contre les structures administratives et technologiques

modernes en recourant à des moyens politiques d'un passé récent mais révolu. Par là même, elles se préparaient d'avance à la défaite. Ou bien à rabaisser la fonction d'opposant politique à celle de conseiller du pouvoir.

Le rôle des intrigues politiques et des techniques de provocation en période électorale est trop bien connu pour que l'on s'y attarde. Après les élections de la Douma en 2003, les électeurs dans leur majorité avaient très bien compris le rôle joué par les « ressources administratives » et le soutien direct du président dans la victoire du « parti du pouvoir », Russie Unie : en janvier 2004, seuls 13% des sondés estimaient que ce parti devait sa victoire à son programme, 17% au recours efficace des « ressources administratives » et 63% au soutien direct du président.

La lourde défaite du pluralisme politique en 2003-2004 n'est pas due à ce que tel ou tel parti n'a pas réussi à dépasser la barre des 5 % pour entrer à la Douma. Même s'ils l'avaient fait cette fois-ci, rien n'aurait changé dans l'esprit du parlement actuel, ni dans le paysage politique du pays. Ainsi, le rôle tenu sur la scène politique russe par le parti de Jirinovski (Parti libéral démocratique de Russie, LDPR), qui se veut oppositionnel, présente un certain intérêt. Seul ce parti créé à la fin de l'époque soviétique, est susceptible de rassembler le potentiel de protestation sociale et de s'en servir pour assurer un soutien loyal au pouvoir. Par ailleurs il donne l'image d'un extrémisme outrancier permettant ainsi au pouvoir de garder l'apparence d'une respectabilité centriste. Fait curieux : la seconde tentative du même genre, avec le nouveau parti « Rodina »(Patrie) n'a pas eu beaucoup de succès et s'est même révélée dangereuse pour le Kremlin. Il n'est pas exclu que dans la nouvelle Douma, on n'ait plus besoin des services du LDPR.

Une gestion administrative bien assise n'à que faire des jeux d'enfants, des « meneurs d'intrigues ». Tout se fait de façon directe, que ce soit les nominations, les mutations de cadres, autrement dit ce dont s'occupe l'administration. La technique du pouvoir elle aussi se dépolitise, mettant l'accent sur la manipulation courante des hommes, des charges et des pouvoirs.

Il semblerait que rien ne s'oppose à cette tendance y compris l'opinion publique qui ne cherche aucune alternative. Ainsi, en février 2004, 77% des sondés admettaient que l'administration présidentielle devait « contrôler le travail de la Douma ». En mars, au lendemain de l'élection, 68% s'accordaient à reconnaître que la concentration du pouvoir entre les mains de Poutine « serait profitable à la Russie » et 54% qu'un gouvernement « entièrement soumis au président et à son administration » serait plus efficace (32% donnaient la préférence à un gouvernement « qui prendrait des décisions indépendantes et

répondrait de ses actes »). La place exceptionnelle qu'occupe Poutine dans l'opinion publique se reflète dans des jugements extrêmes: le président est protégé des critiques, très sévères à l'égard des organes exécutifs. Ainsi en mars 2004, ils étaient 61% des sondés à accorder leur pleine confiance au président contre 6% qui ne lui en accordaient aucune (respectivement 12% et 29% au gouvernement et 9% et 33% à la Douma).

La question est de savoir dans quelle mesure et pour combien de temps encore une gestion administrative et autoritaire peut se montrer efficace dans un pays confronté à de difficiles problèmes sociaux et économiques. Confier toutes les responsabilités à une seule instance de pouvoir, qu'elle soit conventionnelle ou personnalisée, revient à remettre les décisions de l'État entre les mains des fonctionnaires et à réduire la politique du pays à des intrigues de cabinet. Il est évident également que ces changements encouragent l'irresponsabilité et la corruption à tous les échelons.

**** Cette étude a été présentée à l'Observatoire de la Russie du CERI en juillet 2004 et publiée dans « La Russie de Poutine », sous la direction de Marie Mendras, revue Pouvoirs, N. 112 (Le Seuil), 2005.***